

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 7 Septembre, à dix-sept heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, David BONGARD (départ 18h15), Dominique STRIESKA, Jean-Paul LAMBOURG

Absents excusés : Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Jean-Paul LAMBOURG

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 11

Assainissement

Extension du réseau d'eaux usées des Arbelats à Charrin

N° 2023-BU-98

Monsieur le Président explique que deux parcelles situées rue des Sceneaux à Charrin ne sont pas desservies par le réseau d'eaux usées. La commune de Charrin souhaite réaliser une extension du réseau d'assainissement. Une orientation avait été prise en juin 2022 pour la réalisation de cette extension.

Ce sujet a déjà été présenté en bureau communautaire du 20/07/2023. Il y a eu un problème de date de chiffrage. De ce fait, les devis ont été réactualisés. Ce point est donc représenté au bureau communautaire.

Nous avons reçu deux devis :

- COLAS : 10 170 € TTC
- GUINOT TP : 10 099,8 € TTC

.../...

Envoyé en préfecture le 19/09/2023

Reçu en préfecture le 19/09/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230907-2023_BU_98-DE



Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité décide de retenir l'entreprise dont l'offre est la plus valable économiquement, à savoir l'entreprise GUINOT TP pour un montant de 10 099,80 € TTC.

Envoyé en préfecture le 19/09/2023

Reçu en préfecture le 19/09/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230907-2023_BU_98-DE



**Le Secrétaire de Séance,
Jean-Paul LAMBOURG.**

**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 7 Septembre 2023**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**





Envoyé en préfecture le 19/09/2023

Reçu en préfecture le 19/09/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20230907-2023_BU_98-DE



OFFRE DP. 2022 / 1568 d

Suivi Damien PETIT

CC BAZOIS LOIRE MORVAN

Service assainissement

11 Place Lafayette

58290 MOULINS ENGILBERT

Extension de réseau EU et branchements

Rue des Sceneaux - 58300 CHARRIN

DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N° DE PRIX	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	QUANTITE	PRIX UNITAIRE Euros.H.T	MONTANT Euros.HT
1	Installation de chantier, transfert de matériel	U	0,50	850,00	425,00
2	Terrassement de tranchée	ml	57,00	24,00	1 368,00
3	Fourniture et pose de regard béton dn1000 y compris tampon fonte type RC40	U	2,00	1 585,00	3 170,00
4	Fourniture et pose tuyaux PVC DN=160 CR8	ml	57,00	25,50	1 453,50
5	Réalisation de branchement comprenant la fourniture et pose de tuyaux PVC dn125 et de tabouret PVC DN=315/125 (tabouret, rehausse, tampon de visite)	U	2,00	620,00	1 240,00
6	Fourniture et mise en œuvre sable de remblai 0/6	m3	20,00	38,00	760,00
TOTAL GENERAL Euros HT =					8 416,50
TVA 20.00 % =					1 683,30
TOTAL Euros T.T.C. =					10 099,80
<p>Fait à DECIZE le: 09/08/2023</p> <p>Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso Nos prix sont établis sur la base des impôts et taxes en vigueur. Toute modification ultérieure de ces impôts ou taxes sera répercutée sur les prix.</p> <p>Damien PETIT</p>					



Bon pour accord, le 31/08/2023
Le Président de la
Communauté de Communes
Bazois Loire Morvan
Serge CAILLOT

Nos clients reconnaissent avoir accepté nos conditions de vente au verso

SAS PASCAL GUINOT TP - NIÈVRE

www.guinot-tp.com

Rue Henri Darcy - 58300 DECIZE - Tél. 03 86 50 21 56 - Fax 03 86 30 46 81 - decize@guinot-tp.com

Siège social : Pascal GUINOT TRAVAUX PUBLICS - Rue Henri Paul Schneider - 71210 Montchanin - Tél. 03 85 73 95 80

SAS capital de 3 000 000 € - RCS Chalon-sur-Saône B490 921 996 - SIREN 490 921 996



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE SAS PASCAL GUINOT TRAVAUX PUBLICS

Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à tous nos travaux, et, hormis tous autres documents en provenance du client, toute commande implique leur acceptation sans réserve.

1) Devis.

Tout devis n'est valable que pour une durée de 60 jours à compter de son établissement. Les prix sont mentionnés hors taxes et sont établis d'après les conditions économiques à la date de notre devis. Les travaux dont la durée d'exécution serait supérieure à 90 jours se verront appliquer une révision de prix selon les formules en usage dans la profession.

2) Propriété intellectuelle.

Tous les documents, études, devis, plans, avant-projets, remis aux acheteurs demeurent notre propriété. Ils ne peuvent être utilisés, transmis ou révélés, même partiellement sans accord de notre part sous peine de dommages et intérêts.

3) Délai d'exécution.

Le délai est donné à titre indicatif, sauf indication particulière. Il ne commence à courir qu'au moment où toutes les conditions de démarrage de nos travaux ne dépendant pas de notre entreprise sont réunies. Dans le cas où un retard serait de notre fait, les pénalités appliquées ne pourront jamais être supérieures à 5 % du montant H.T. de notre marché, et cela, dans la limite du préjudice réel.

4) Conditions de règlement.

Sauf indication contraire, nos factures sont payables au plus tard 15 jours après l'envoi de la facture et sans escompte. Tout retard de paiement pourra entraîner l'arrêt de nos travaux sans qu'il soit besoin de mise en demeure. Le non-respect des échéances établies entraînera :

A) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

B) l'exigibilité de l'intégralité des sommes dues.

C) l'application des pénalités pour retard de paiement calculées au taux directeur de la BCE (taux refi) majoré de 8 % à compter de la date d'exigibilité du règlement de la facture.

D) une indemnité de 15 % à titre de clause pénale.

En outre, nous pourrions résilier le marché par l'envoi d'une simple lettre recommandée avec accusé de réception, sans intérêts et préjudices de tous dommages.

5) Travaux supplémentaires.

Tous travaux non prévus dans le devis initial devront faire l'objet d'une demande du client, ils feront l'objet de prix nouveaux acceptés par le client. En cas de d'augmentation ou de diminution de plus ou moins 25 % du volume des travaux par rapport aux quantités prévues au devis ou en cas de changement sur la nature des prestations, nous nous réservons le droit de modifier les prix unitaires de notre devis initial.

6) Exécution des travaux.

Les travaux demandés par le client peuvent nécessiter des demandes d'autorisation, soit en vertu des règlements d'urbanisme, soit par mesure de sécurité, soit conformément à un règlement de copropriété, il appartient alors au client de remplir ces formalités sous sa responsabilité. L'acheteur doit remettre à l'entreprise, préalablement au démarrage des travaux, le plan conforme de l'intégralité des réseaux souterrains (eau, électricité, téléphone, fibre optique, gaz, assainissement, etc.). L'entrepreneur ne pourra en aucun cas être tenu responsable des sinistres causés par des installations non ou mal signalées et cela quel que soit les propriétaires de l'installation. Pendant les travaux, si des obstacles non signalés et non visibles apparaîtraient, les travaux de contournement, d'évacuation ou d'extraction donneront lieu à des prix nouveaux.

7) Facturation.

Pour les travaux dont le délai d'exécution est supérieur à un mois, des situations cumulatives seront établies mensuellement. Ces factures seront établies en incluant le taux de TVA en vigueur au jour de la facturation.

8) Réception des travaux.

La réception des travaux est prononcée par le Maître d'Ouvrage (le client), dès la fin de nos travaux et en notre présence. Elle interviendra de plein droit, 15 jours après la réception du décompte général définitif ou à défaut 15 jours après la date de réception de la facture.

9) Garanties et réclamations.

Elles s'appliquent de plein droit dès lors que nos factures sont totalement soldées et uniquement dans ce cas. Ces garanties relèvent des garanties légales applicables, à l'exclusion des réparations résultant d'une usure normale, des détériorations issues de négligences, de défaut d'entretien ou de détérioration dues à un changement de destination des ouvrages.

10) Réserve de propriété.

Le transfert de propriété des ouvrages exécutés par nous ne sera effectif qu'après paiement complet du prix en principal et accessoire. Contrairement au transfert de la possession et des risques.

11) Garantie de paiement.

Conformément à l'article 1799-1 du Code civil, nous nous réservons le droit de ne pas commencer ou de suspendre les travaux après première mise en demeure infructueuse quant à l'obtention d'une caution prévue par la loi ou la justification de la mise en place d'un prêt bancaire spécifique.

12) Force Majeure, causes d'exonération.

Sont considérées comme cas de forces majeures, exonérations de toutes responsabilités, les événements tels que grève, intempéries, émeutes, ou tout événement indépendant de notre bonne volonté ayant pour effet d'empêcher ou de retarder le déroulement de nos prestations.

13) Cautionnement et retenue de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera mise en place sur les acomptes mensuels et le règlement définitif, de même qu'aucun cautionnement ne sera exigé de l'entreprise.

14) Règlement des litiges.

Tout litige relatif aux prestations ou travaux réalisés par nous sera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de Chalon-sur-Saône, à défaut d'accord amiable.